

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/9

9 décembre 1996

(96-5180)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

ROYAUME-UNI

Déclaration de M. Ian Lang, M.P., Président du Conseil du commerce,
Chef du Département du commerce et de l'industrie

C'est un grand plaisir de prendre la parole aujourd'hui à cette première Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce. Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer mes sincères remerciements à nos hôtes pour l'hospitalité et l'amitié avec lesquelles ils nous accueillent.

Mes collègues Ministres du commerce et moi-même sommes rassemblés ici à Singapour à un moment très important de l'évolution du libre-échange multilatéral. La libéralisation du commerce mondial a considérablement progressé ces 50 dernières années. Mais il est toujours aussi important d'affirmer notre attachement au système multilatéral et à ce processus de libéralisation.

La mise en oeuvre des mesures convenues lors du Cycle d'Uruguay entraînera un accroissement des revenus mondiaux, ainsi qu'une expansion du commerce mondial et une hausse des niveaux de vie. Dix ans après l'achèvement des négociations, leurs résultats se seront traduits par une croissance des échanges mondiaux se situant entre 9 et 24 pour cent, et une augmentation des revenus mondiaux de plus de 500 milliards de dollars EU par an. Une fois ces résultats pleinement mis en oeuvre, la hausse des revenus des pays en développement et des pays en transition devrait être d'environ 116 milliards de dollars EU par an. Ces chiffres sont réellement stupéfiants. Mais cela ne suffit pas. Nous avons le devoir de faire en sorte que cette impulsion donnée à la prospérité mondiale soit maintenue à l'avenir et que cette dernière soit partagée par tous.

Les priorités du Royaume-Uni en ce qui concerne l'Organisation mondiale du commerce se concentrent sur des questions qui sont extrêmement

développement. Je citerai quelques exemples: que pour les pays en

Normes: Nous avons besoin d'une coopération plus étroite entre l'OMC et les organismes internationaux de normalisation; il faut que ces derniers axent leurs travaux sur les normes et les règlements techniques qui sont d'une réelle importance pratique pour les échanges; et il faut que les Membres de l'OMC aient beaucoup plus largement recours aux normes internationales plutôt que de faire bande à part. Nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers dans ce domaine, il y a encore beaucoup à faire.

Facilitation du commerce: A mesure que tombent les obstacles traditionnels au commerce, la simplification des règlements et des procédures en matière d'importation et d'exportation est une

priorité qui devient de plus en plus importante. Le coût de la mise en conformité avec ces règlements pourrait représenter jusqu'à 10 pour cent de la valeur du commerce mondial des marchandises. Aussi, comme pour les normes, notre objectif devrait-il être de coopérer avec d'autres organisations pour consacrer un effort prioritaire en termes de ressources et de négociations aux domaines qui sont d'une importance capitale pour libéraliser les échanges.

Marchés publics: Ici nous avons certainement besoin d'un nouveau dialogue impliquant tous les Membres de l'OMC pour explorer les énormes avantages que l'on peut retirer du développement de pratiques transparentes et non discriminatoires en matière d'achat. Personne ne doit se sentir menacé par un dialogue. Ces trois questions couvrent des domaines dans lesquels la libéralisation interne du marché européen a produit d'énormes avantages. Nous souhaitons étudier la possibilité d'obtenir des avantages comparables dans le monde entier. Mais il y a plus.

Nous avons tous beaucoup à gagner de la poursuite de la libéralisation de l'investissement. Là aussi, pour le moment, il faut mettre l'accent à l'OMC sur les travaux d'analyse et de recherche et l'instauration d'un climat de confiance. Ces travaux ne devraient pas empiéter sur les négociations en cours à l'OCDE en vue d'un accord multilatéral sur l'investissement, et ne devraient vraiment menacer personne, pays développés ou pays en développement.

Ce sont là certaines de nos priorités en ce qui concerne le programme de travail, moins susceptibles que d'autres de causer des dissensions et concrètes. Notre volonté est également d'accomplir de réels progrès à Singapour dans les négociations qui sont déjà en cours.achevons, au moins dans les grandes lignes, un accord sur les technologies de l'information visant à l'élimination rapide des droits de douane appliqués aux produits de cette industrie, auquel participeront le plus grand nombre possible de pays. Il faut aussi que nous fassions de réels progrès dans les négociations sur les télécommunications de base. J'espère que nous verrons cette semaine de nombreuses propositions de libéralisation plus poussée.

A tous ces égards, il nous faut réaffirmer la primauté du système multilatéral. Il y a actuellement à l'OMC un débat très important sur

sur les moyens de réduire les obstacles au commerce importants engendrés par des règles d'origine préférentielles complexes.

Il est également capital pour nous d'oeuvrer en faveur de l'intégration des pays

Qu'est-ce que je veux dire quand je parle de libre-échange mondial? Je veux dire l'élimination totale des droits de douane, des contingents d'importation et des exportations appliqués au commerce mondial de tous les produits. Je veux dire la suppression des obstacles non tarifaires, dans le domaine des normes techniques, des marchés publics et de la documentation et des procédures commerciales. Et je veux dire quelque chose de très similaire dans l'ensemble du secteur des services.

J'espère que mes collègues réfléchiront aux avantages que nous assurerions à nos économies et à nos concitoyens en parvenant au libre-échange mondial. Mais établissons d'abord un nouveau programme de travail. Et ensuite, lançons un nouveau cycle.